

POURQUOI ?

La scolarisation précoce contribue à la réduction des inégalités sociales en favorisant l'acquisition du langage et en rapprochant de l'école les familles qui en sont éloignées.

POUR QUI ?

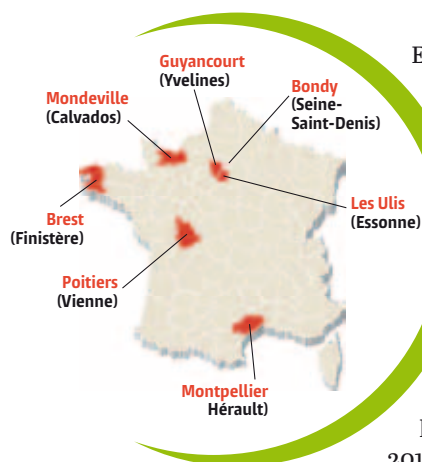
Les enfants issus de familles défavorisées, situées en réseaux d'éducation prioritaire, sont la cible privilégiée de ces dispositifs pour lesquels des places ont été ouvertes.

COMMENT ?

Un partenariat étroit entre les services académiques et les communes est nécessaire. Des commissions pluridisciplinaires peuvent sélectionner les élèves.

Education

Scolarisation dès deux ans : pas si simple...



Entre 2001 et 2012, le taux global de scolarisation des moins de 3 ans a chuté de 35 % à 11 %, sacrifié sur l'autel des déficits publics. En 2012, François Hollande fait de la scolarisation précoce un levier de sa politique de lutte contre les inégalités, avec pour objectif de scolariser 50 % des enfants de 2 ans dans les zones défavorisées d'ici à 2017. Dans les quartiers « politique de la ville », c'est un moyen de

socialisation en faveur des familles les plus éloignées de l'école. Pourtant, à la rentrée 2015, seuls 19,3 % des enfants de 2 ans étaient scolarisés en Réseaux d'éducation prioritaire (REP) et REP renforcés (REP+). Et les 25 000 places ouvertes entre 2012 et 2015 n'étaient pas toutes pourvues.

Il faut rappeler que les enfants de 2 ans scolarisés en 2016 ne sont pas accueillis comme en 2001. Il s'agit, en effet, de « réunir des conditions éducatives et pédagogiques adaptées à cet âge », conseille l'Inspection générale dans son rapport de juin 2014 consacré au sujet. Or, ce n'est possible que dans le cadre d'un partenariat étroit entre l'Education nationale, qui affecte les enseignants, et les communes, qui mettent à disposition des locaux adaptés et des assistants territoriaux spécialisés des écoles maternelles

(Atsem). « Nous ne pouvons avancer qu'avec l'Inspection académique. Si nous voulons privilégier la scolarisation des enfants qui en ont le plus besoin, un travail transversal de qualité est nécessaire », assure Ghislaine Rouxel, directrice du service « éducation – égalité des chances » de Poitiers (87 400 hab., Vienne).

UN RECRUTEMENT CIBLÉ DES FAMILLES

Dans cette ville qui compte une centaine de classes maternelles, trois sont dédiées aux enfants de moins de trois ans et deux classes d'âges mixtes ont ouvert

en trois ans, dans les quartiers « politique de la ville ». « Une commission spéciale se réunit en septembre pour répartir les enfants de 2 ans en fonction des places disponibles. Elle est précédée en juin d'une commission de quartier, reprend Ghislaine Rouxel. Les services de protection maternelle et infantile (PMI) repèrent les familles qui pourraient bénéficier le plus de cette scolarisation et les accompagnent pour l'inscription. » Outre les services de PMI, participent à ces réunions le service « petite enfance » de la ville, les directeurs des



AVANTAGE

La scolarisation des tout-petits favorise leurs acquisitions langagières et réduit les inégalités sociales des familles.



INCONVÉNIENT

Elle nécessite un accueil spécifique avec du personnel formé et des locaux adaptés, que toutes les communes ne sont pas en mesure de financer.



La scolarisation précoce des enfants demande des moyens spécifiques et un accompagnement au plus proche des familles.

POUZET / SIPA

écoles maternelles, les inspecteurs de l'éducation nationale (IEN), et l'équipe de réussite éducative.

De nombreuses villes ont opté pour de telles commissions pluridisciplinaires, afin d'éviter que la scolarisation dès deux ans ne se pose en concurrence de l'accueil de la petite enfance. « Il ne s'agit pas de déshabiller les crèches ! » insiste Brice Dayot, directeur du pôle éducation à Bondy (52 900 hab., Seine-

Saint-Denis). Pour ces communes qui privilégient un recrutement ciblé des familles, il est donc hors de question de lancer une campagne de communication tous azimuts. A Bondy, où toutes les classes sont situées en REP ou REP+, les besoins sont indéniables. Pourtant, seulement trois classes de tout-petits ont ouvert depuis 2013, de chacune 18 élèves. « Nous sommes loin d'accueillir 30 % de la classe d'âge ! » regrette Brice Dayot. Ici, c'est à l'école de se porter candidate, la ville nommant alors une Atsem à temps plein. « L'Éducation nationale n'ira pas contre la volonté des équipes enseignantes. Nous avons vu des blocages dans certains endroits où cela nous paraissait bien », témoigne-t-il. Les entrées à l'école sont échelonnées dans l'année, et les horaires aménagés, avec immersion progressive. « L'accueil se fait en fonction des besoins de l'enfant, mais à partir de la Toussaint, la plupart des enfants font des journées pleines », constate Brice Dayot. Il a aussi fallu que la ville adapte son accueil sur les temps périscolaires et acquiert du mobilier spécifique aux tout-petits.



L'EXPERTE

ROZENN MERRIEN, présidente de l'Association nationale des directeurs d'éducation des villes (ANDEV)

« Un dispositif ciblé sur les enfants qui vont vraiment en tirer bénéfice »

« Nos adhérents accueillent très positivement la scolarisation des enfants de 2 ans. Tout le monde s'accorde sur les bienfaits qu'ils peuvent en retirer dans leurs pratiques langagières. L'accès à l'écrit s'en trouve plus tard facilité. Cette démarche ne pourrait pas, en revanche, être généralisée à tous les

enfants. Ce dispositif doit être ciblé sur les enfants qui vont en tirer le plus grand bénéfice, car ces conditions spécifiques d'accueil demandent d'importants investissements financiers : du personnel formé, des locaux adaptés... c'est donc un engagement fort de la collectivité. »

LE CADRE STRICT DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Aux Ullis (24 900 hab., Essonne), sur les 49 classes de maternelle, dont plus de la moitié en REP, une classe de vingt enfants de 2 ans est ouverte depuis 2010. Là aussi une commission d'admission a été mise en place. « Les parents signent un contrat avec l'école. Les enfants viennent d'abord une heure ou deux, puis toute la matinée, jusqu'à une journée com- »

●○○ plète», détaille Marie-Pierre Belin, responsable du service scolaire. Ce dispositif n'est volontairement pas destiné aux parents qui travaillent: «Avec ce fonctionnement, les demandes ne sont pas très fortes. Beaucoup de parents s'attendent à un accueil de 8h30 à 16h. Or, pour le bien-être des enfants, il est recherché une intégration progressive dans un système de socialisation.» Aux Ulis comme à Bondy, c'est l'Education nationale qui limite le développement de la scolarisation des tout-petits.

A Montpellier (272100 hab., Hérault), la collectivité essaie de répondre au mieux à la demande. «L'académie nous sollicite chaque année, mais nous manquons de locaux», justifie Cristel Arrouet, directrice de l'éducation. La ville accueille 600 élèves de plus à chaque rentrée. Dans ce contexte de pression démographique, elle a tout de même ouvert huit classes de 15 à 20 enfants de

moins de trois ans depuis 2013, sur les dix que compte le département. «C'est un dispositif très cadré par l'Education nationale. Les enfants y sont accueillis le matin avec leurs parents jusqu'à

l'autonomie de l'enfant. La PMI accompagne aussi la famille dans son insertion et sa socialisation», précise Cristel Arrouet. Les Atsem affectées sont volontaires et expérimentés. «Nous insistons sur la particularité de cet accueil: l'accompagnement des familles qui peuvent rester toute la matinée en classe», ajoute la directrice de l'éducation. En 2016, 84 enfants ont été sélectionnés par une commission d'admission pour intégrer ces classes spécifiques. Parallèlement, en REP, 120 enfants de 2 ans sont scolarisés dans des classes multiniveaux, en fonction des places disponibles. Toutes ces mesures ont un coût pour la collectivité. Montpellier consacre 20000 euros à l'aménagement d'une salle de classe existante, et 350000 euros si elle crée une extension modulaire.

UNE NÉCESSAIRE VOLONTÉ POLITIQUE LOCALE

Même si la volonté politique est nationale, les réalités locales diffèrent. Ainsi, à Guyancourt (27500 hab., Yvelines), la moitié des moins de 3 ans est scolarisée, et ce, depuis plus de trente ans sans que cette scolarisation massive ne s'accompagne de la création de classes dédiées. «Cela m'ennuie que l'on ait fait de l'accueil des deux ans quelque chose d'exceptionnel, dans des conditions spécifiques, ce qui demande des moyens énormes aux collectivités: plus d'Atsem, de locaux... regrette Marie-José Torrero, responsable du service scolaire. Beaucoup de communes n'en ont

Dans de nombreuses communes, c'est l'Education nationale qui limite le développement de la scolarisation dès l'âge de deux ans.

TÉMOIGNAGE

«Un lieu passerelle destiné aux enfants les plus éloignés du langage»



DOLIVRE/LA GAZETTE

LAURENT DAUTY, directeur «éducation, enfance et jeunesse» à Mondeville

«Depuis septembre 2014, à Mondeville (Calvados, 9600 hab.) nous avons ouvert un lieu passerelle, qui accueille jusqu'à quinze enfants de 2 ans, encadrés par une enseignante et une éducatrice de jeunes enfants (EJE). Nous nous sommes calqués sur le travail pluridisciplinaire du programme de réussite éducative (PRE) pour le faire fonctionner. La protection maternelle et infantile (PMI), la halte-garderie, le centre social, le relais d'assistantes maternelles, l'école... Ces partenaires qui ne se rencontrent d'ordinaire jamais travaillent ensemble pour sélectionner les enfants les plus éloignés du langage, et faciliter l'inclusion des familles dans l'école.»

pas les moyens, d'où le saupoudrage sur le territoire. Or, l'intérêt pédagogique de la scolarisation précoce est valable pour tous les enfants, même ceux des centres-villes.» A Brest (139400 hab., Finistère), où la scolarisation des tout-petits est un axe fort de la politique municipale et y atteint 33%, les enfants sont acceptés toute l'année, selon les places disponibles. «La ville affecte une Atsem par classe de maternelle. Libre aux directeurs de s'organiser en fonction de leurs projets», précise Nolwenn Lecuyer, directrice du service enfance. A Guyancourt, «nous bloquons les effectifs à 28 élèves par classe, alors que la norme académique en maternelle est de 32,5 élèves. Cela signifie des classes et des Atsem en plus», pointe Marie-José Torrero. Comment la ville y parvient-elle? «C'est le fruit d'un dialogue, et parfois de tensions, avec l'Education nationale. Sans volonté politique forte, il ne se passe rien!» **Michèle Foin**